

La justice plonge dans les eaux usées où barbotent ensemble PC et UMP

Depuis un demi-siècle, droite et PC gèrent en copains de riches organes intercommunaux. Chasse gardée !

UN « Yalta régional », selon l'expression d'un ancien ministre UMP, a permis au PC et à la droite de se répartir en Ile-de-France la direction des plus grands syndicats intercommunaux. Des institutions dont l'utilité ne saute pas toujours aux yeux, mais qui donnent l'occasion de distribuer des indemnités et des voitures de fonction, ou d'offrir des voyages d'études et des emplois aux militants méritants... Ce « grand partage » remonte – pour l'essentiel – à l'époque où le Parti communiste était encore tout-puissant dans feu la ceinture rouge. Et, moyennant quelques aménagements, il a plutôt bien résisté à l'effondrement du PC, au recul de l'UMP en Ile-de-France et à la montée en puissance du PS.

Mais un nouveau danger menace aujourd'hui cet acrobatique équilibre. Une enquête préliminaire pour « prise illégale d'intérêt » vise le Syndicat interdépartemental pour

l'assainissement de l'agglomération parisienne (Siaap). Un fief communiste qui dispose d'une enveloppe annuelle de 1,3 milliard d'euros pour rénover et faire tourner des stations d'épuration. En 2008, les socialistes avaient bien songé à s'approprier ce gâteau, mais leur camarade Claude Bartolone s'y était opposé pour ménager ses alliés communistes du « 9-3 », auxquels il venait de chiper la présidence du conseil général.

Le Parti tient aussi les rênes du méconnu Sipperec. Ce syndicat, créé jadis pour électrifier la région parisienne, gère la concession de certains réseaux à EDF et le déploiement de la fibre optique. Pour un budget annuel de 176 millions.

La droite, de son côté, contrôle les 420 millions d'euros du Sedif, le Syndicat des eaux d'Ile-de-France. Présidé par l'ancien sous-ministre de Chirac puis de Sarko, André San-

tini, le Sedif alimente en flotte 4 millions de banlieusards par le biais d'un contrat renouvelé sans interruption depuis 1923 avec la Compagnie générale des eaux (aujourd'hui Veolia). L'UMP dirige aussi le Sigeif, un syndicat intercommunal qui s'occupe des réseaux de gaz et d'électricité de 184 villes. Avec un budget de 28 millions.

Longtemps à la portion congrue, les socialistes ont fini par hériter, dans les années 90, de la présidence de Seine Grands Lacs, un organisme qui entretient les barrages réservoirs sur la Seine (20 millions de dépenses annuelles). Surtout, en 2001, la victoire de Delanoë à Paris a permis au PS de piquer à la droite la présidence du Sycotom. Ce syndicat (doté de 536 millions de budget) traite les ordures ménagères de la capitale et d'une bonne partie de la banlieue. Les autres partis en sont réduits, eux, à regarder passer les bennes. En attendant, peut-être, un coup de torchon...

LES eaux usées de la région parisienne charrient de drôles de pépites. Alertés par une lettre anonyme, les policiers de la BRDE (Brigade de répression contre la délinquance économique) ont mené, le mois dernier, une série de perquisitions au siège du Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (Siaap), comme l'a révélé « Le Parisien » (1/3). Mais aussi dans les bureaux de plusieurs entreprises de retraitement de l'eau sale, comme Degrémont (filiale de Suez), OTV (groupe Veolia) ou Satelec (Fayat).

Les enquêteurs s'intéressent aux exploits de l'ancien directeur général du Siaap Daniel Duminy. Cet ex-cadre du PC a décidé, en 2011, de se reconverter dans le capitalisme : les dirigeants du groupe Fayat l'ont bombardé pédégé de leur filiale Satelec. Petit problème : il avait lui-même passé d'importants contrats avec cette société. Contacté par « Le Canard », l'intéressé se défend de toute irrégularité et se retranche derrière le feu vert que lui aurait donné la commission anti-pantouflage de la fonction publique.

Tuyauteries bien encombrées

Mais, en tirant ce fil, la police pourrait bien dérouler une impressionnante pelote. Du moins si l'on en croit les confidences d'élus et de nombreux professionnels de l'assainissement,



qui s'interrogent sur les conditions de passation de tel marché ou sur le rôle joué par tel bureau d'études. Et la présence régulière de stands (payants) du Siaap, d'OTV ou de Degrémont à la Fête de l'« Huma » ne fait qu'alimenter les soupçons.

Pourvu que la curiosité des policiers ne vienne pas pourrir l'excellente ambiance qui règne au sommet du Siaap entre « camarades » du PC et « compagnons » de l'UMP ! Conseiller général communiste du Val-de-Marne, Maurice Ouzoulias est élu et réélu président du syndicat sans interrup-

tion depuis 2001, chaque fois avec l'appui des 12 représentants de la droite. Les séances du conseil d'administration y prennent parfois un tour pittoresque. Dès qu'un socialiste revêché pose quelques questions dérangeantes sur les comptes, un élu UMP se lève pour soutenir le président communiste. Et Jacques Martin, le maire UMP de Nogent-sur-Marne, de risquer cette envolée : « Vous savez, les gaullistes et les communistes se sont déjà rencontrés plusieurs fois dans l'histoire de France... »

Illustration : Jean-Didier Berthault,

UMP tendance Fillon, a obtenu de Maurice Ouzoulias, tendance archéo, le poste stratégique de vice-président chargé des finances, et l'embauche de Joakim Giacomoni, un ex-responsable des Jeunes UMP, à un poste très prenant : chargé de mission aux relations internationales.

Une droite très Fidel

Pas bégueules, les élus de droite participent d'ailleurs assidûment aux actions – et aux voyages – de solidarité avec Cuba financées par le Siaap et orchestrées par les militants de Cuba Coopération. Plusieurs d'entre eux sont même membres du comité d'honneur de cette association, qui ne manque jamais une occasion de défendre la révolution cubaine et la pensée de Che Guevara.

Cette bonne entente ne date pas d'hier. Avant 2001, le Siaap était déjà cogéré par le PC et la droite. Mais la présidence en était alors assurée par le chiraquien Daniel Méraud, lequel, en retour, avait confié à un communiste la vice-présidence chargée des finances. C'est ça, l'alternance...

À l'époque, le Siaap fréquentait déjà les enceintes judiciaires. Daniel Méraud a ainsi été condamné pour un emploi fictif au profit du RPR. Plus tard, en 2004, il a été mis en examen pour une affaire de marchés présumés truqués, avant d'être blanchi en appel. Pourvu que ça dure !

Hervé Liffra